

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 01/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE WOESTELANDT

chez ASTRADÉC
95 rue Charles Auguste Coulomb - ZAC de la PMA
62510 Arques

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\05_CARRIERES\Carrières
C3\WOESTLANDT SN_Nieurlet_0007000074\2_Inspections\2026 05 13 recolement APMD
Code AIOT : 0007000074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2026 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE WOESTELANDT implanté 4 ROUTE DE BOONEGHEM 59143 Nieurlet. L'inspection a été annoncée le 11/05/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE WOESTELANDT
- 4 ROUTE DE BOONEGHEM 59143 Nieurlet
- Code AIOT : 0007000074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société nouvelle de Woestelandt (groupe Astradec) exploite à Nieurley une carrière d'argile auparavant exploitée par la société des Céramiques Woestelandt (autorisation par arrêté préfectoral modifié n° DAGE/3-FF du 06/03/2003).

Cette autorisation expire le 31/12/2030. L'exploitant actuel n'extrait plus de matériaux et utilise la carrière pour valoriser des déchets inertes, qui servent à la remblayer dans le cadre de sa remise en état.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPI-BPE/YA du 22/11/2022 vient mettre à jour les conditions de remblaiement de la carrière.

La réception de déchets / matériaux inertes est suspendue par l'arrêté préfectoral (de suspension) du 05/12/2025 (notifié à l'exploitant le 15/12/2025).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Qualité des eaux d'écoulement / procédure d'acceptation préalable	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
4	Vérification du caractère inerte des déchets	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
6	Procédure d'admission des déchets sur le site	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
8	Mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Nature et classement des matériaux admis	AP Complémentaire du 10/11/2022, article 10.3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de l'accès à la carrière	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
5	Caractérisation des déchets reçus le 23/01/2025	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
7	Registre des déchets	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a eu pour objectif de vérifier le respect de certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 (échéances échues à compter du 24/05/2025 et du 01/06/2025).

Cet arrêté avait été proposé à la suite de deux inspections (23/01/2025 et 12/02/2025) réalisées dans le cadre de signalements de rejets d'eaux potentiellement polluées (noirâtres et odorantes) qui proviendraient de la carrière.

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 n'étant pas respecté, la suspension fixée par arrêté préfectoral du 05/12/2025 est maintenue.

Concernant les mesures d'urgences fixées par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2025 :

- la DREAL donne son aval pour reprendre le rejet des eaux pluviales dans le respect de la réglementation applicable.
- concernant les déchets déposés depuis le 23/01/2025 par la société VEOLIA, les analyses ont montré qu'ils étaient non dangereux mais non inertes. L'exploitant n'a donc pas la possibilité de les utiliser comme matériau de remblaiement sur le site. Les déchets devront être évacués vers des installations autorisées à les recevoir, ou être repris par leur producteur initial.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de l'accès à la carrière

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1		
Thème(s) : Risques accidentels, -		
Prescription contrôlée :		
La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :		
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 11	Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert,	8 jours

	<p>d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>	
--	--	--

Constats :

Rappel du constat - inspection du 11/06/2025 :

"[...]L'exploitant a installé une barrière à la sortie du pont bascule.

Les conducteurs de camions doivent téléphoner à l'agent présent sur site (dont le numéro est affiché à l'entrée) pour que ce dernier vienne ouvrir la barrière. Le chemin parallèle au pont-bascule a été condamné par deux plots mobiles reliés par une simple chaîne, ce qui n'a que peu d'utilité étant donné que les plots et la chaîne peuvent être retirés à la main. Toutefois, ce chemin est tellement accidenté qu'il semble impossible à un camion de le franchir. L'exploitant indique avoir identifié une zone molle de plusieurs mètres de large qu'il a grossièrement décaissée depuis la dernière inspection. Le résultat est un fossé au fond inégal ne pouvant raisonnablement être traversé par un camion.

L'accès par les piétons sans contrôle reste quant à lui possible durant les heures d'ouverture (en dehors des heures d'ouverture, l'exploitant assure fermer le portail principal de la carrière).

Concernant le panneau d'interdiction d'accès aux piétons, l'exploitant ne l'a toujours pas remplacé. Ce panneau est décoloré au point de ne plus être lisible.

La présente prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 n'est pas respectée."

Inspection du 13/05/2026 :

L'exploitant a installé un portail automatique avec interphone qui permet de contrôler les entrées des véhicules comme des piétons. De nouveaux panneaux d'interdiction d'accès ont été ajoutés.

La non-conformité est levée. La prescription correspondante de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 15.3.2	<p>[...]Les eaux pluviales de ruissellement sur les flancs de la carrière sont recueillies en fond de carrière. Elles sont pompées (débit maximal de 20 m³/h) pour être rejetées via le réseau eau pluviale de la commune dans la rivière de Booneghem au sud de la carrière.</p> <p>[...]L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>Un contrôle des eaux rejetées est effectué une fois par an sur les paramètres suivants : débit, pH, température, MEST, DCO, HCT.</p>	2 mois
---	--	--------

Constats :

Rappel du constat - inspection du 03/02/2026 :

"[...]Aucun rejet d'eaux pluviales n'est constaté, que ce soit sous forme de débordement vers la route ou de rejet canalisé dans le réseau public des eaux pluviales. La pompe qui sert habituellement à refouler vers le réseau de collecte public est actuellement utilisée pour drainer la zone proche de la route.[...]

Toutefois, l'accumulation importante d'eau de pluie dans la carrière pourrait mener à des débordements vers la route de Booneghem si les précipitations se maintiennent[...].

Il est donc urgent que l'exploitant réunisse les conditions nécessaires afin de pouvoir rejeter à nouveau les eaux pluviales dans le réseau communal.

L'exploitant doit donc mettre en place dans les meilleurs délais un canal de mesure du débit comme le prévoit l'article 15.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06/03/2003, de façon à respecter le point correspondant de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025[...]."

Inspection du 13/05/2026 :

Par courriel du 30/04/2026, l'exploitant a transmis un rapport d'analyse de deux prélèvements du 19/12/2025 :

- eaux du bassin des eaux pluviales ;
- eaux de la rivière de Nieurlet, dans laquelle le site rejette en conditions normales (rejet pour l'instant interdit par l'article 2 de arrêté préfectoral du 16/05/2025).

Selon ce rapport, les eaux du bassin des eaux pluviales respectent les valeurs limites fixées par l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 :

- MES < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- HCT < 10 mg/l
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30°C

Les analyses montrent également que la couleur des eaux du bassin des eaux pluviales est inférieure (en mg Pt/l) à celle de la rivière (exigence fixée par l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994).

Le canal de rejet a été mis en place fin mars / début avril. Le canal est en béton ; il est recouvert d'une grille métallique. Il est équipé d'un débitmètre instantané (avec enregistrement des résultats). Le jour de l'inspection, quelques m3 ont été rejetés afin de tester le canal de rejet. Les eaux sont claires, et il n'y a pas d'odeurs. Le débitmètre affiche un débit voisin de 20 m3/h, comme le permet l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

La non-conformité est levée. La prescription correspondante de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 est respectée.

La DREAL donne son aval afin que l'exploitant puisse reprendre le rejet des eaux pluviales (cf. constats suivants) afin de vidanger la carrière, dont le niveau d'eau a encore augmenté depuis l'inspection précédente.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Qualité des eaux d'écoulement / procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau / déchets

Prescription contrôlée :

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :[...]

Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 10.3.1	Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...] L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en	15 jours
---	--	----------

	<p>mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines ainsi que les sols.</p> <p>Un panneau à l'entrée du site indique la liste des déchets admissibles et rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.</p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 10.3.3 ci-dessous, puis il vérifie que ces déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'article 10.3.2.[...]</p>	
--	--	--

Constats :

Bon écoulement des eaux

Rappel du constat - inspection du 11/06/2025 :

"[...]Pour rappel, selon les constats réalisés lors des inspections du 23/01/2025 et du 12/02/2025, la pompe d'évacuation n'a pas fonctionné durant une partie de l'hiver 2025 à cause, selon l'exploitant, du gel et d'accumulations de boues qui l'avaient bouchée[...].

Afin de rétablir le bon écoulement des eaux au sein de la carrière, l'exploitant a donc expliqué être en train de déplacer le bassin de stockage des eaux de pluie comme cela est prévu dans le plan de remise en état de la carrière (phases 4-5 du dossier du 23/03/2023), vers une zone plus accessible et mieux aménagée. Un bassin d'eau de pluie intermédiaire est ainsi en train de se remplir au Sud-Est du site. Selon l'exploitant, le déplacement du point de pompage et l'emplacement du nouveau bassin rendront la pompe et ses abords plus accessibles pour intervenir en cas d'accumulation de

boues.[...]. La résolution de cette non-conformité ne pourra être vérifiée qu'une fois que l'exploitant sera à nouveau autorisé à rejeter ses eaux accumulées au sein de la carrière[...]."

Inspection du 13/05/2026 :

L'exploitant doit dans un premier temps vidanger les eaux pluviales qui se sont accumulées dans la carrière.

La non-conformité n'est pas levée.

Procédure d'acceptation préalable

Rappel du constat - inspection du 11/06/2025 :

"[...]L'exploitant ne dispose d'aucune procédure formalisée permettant de s'assurer que les déchets ne sont pas partie des déchets interdits, puis qu'ils entrent dans une des catégories mentionnées à l'article 10.3.2.

NON-CONFORMITÉ : la procédure d'acceptation préalable n'est pas mise en place. La non-conformité relevée lors des inspections précédentes est toujours présente[...]."

Inspection du 13/05/2026 :

L'exploitant indique que la procédure d'acceptation préalable est en cours de réalisation.

La non-conformité n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

N° 4 : Vérification du caractère inerte des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 10.3.7	Les déchets inertes externes feront l'objet d'une vérification par l'exploitant afin de vérifier leur conformité aux valeurs limites fixées à l'article 10.3.2 à minima tous les 1 000 m ³ et	8 jours
---	--	---------

	à minima tous les 1 000 m ³ et au moins une fois par chantier de plus de 1 000 m ³ .	
--	--	--

Constats :

Rappel du constat - inspection du 11/06/2025 :

"[...]DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE N°1 : l'exploitant révisera la fréquence prévue pour l'analyse des déchets inertes externes de façon à respecter la fréquence minimale imposée. Ces éléments doivent être formalisés et tracés.

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE N°2 : l'exploitant expliquera, documents à l'appui :

- à quels déchets correspondent les analyses effectuées le 03/06/2025,
 - la façon dont ont été définies les caractéristiques (taille, nombre, emplacement) de l'échantillon et les modalités d'échantillonnage (matériel, durée...),
 - quelles actions sont prévues en cas de résultats d'analyses non-conformes.
- Il transmettra sous 1 mois les résultats de l'analyse du 03/06/2025[...]."

Inspection du 13/05/2026 :

Par courrier du 19/10/2025, l'exploitant a donné des précisions concernant l'analyse du 03/06/2025 : 4 prélèvements ont été réalisés par l'exploitant sur un camion apportant des déchets. Ces 4 prélèvements ont été conditionnés dans un même emballage, puis apportés sur le site d'Arques, lieu convenu de reprise de ces échantillons par le laboratoire Flandres Analyses.

Depuis l'analyse du 03/06/2025, 34 175 tonnes de déchets ont été réceptionnées (soit bien plus de 1000 m³). La non-conformité n'est pas levée.

Par courriel du 18/05/2026, l'exploitant s'est engagé à effectuer des analyses régulières et à rédiger une procédure en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

N° 5 : Caractérisation des déchets reçus le 23/01/2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

<p>Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 2.1</p>	<p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix et soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant. L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols[...] »</p> <p>Demande formulée par courriel du 13/02/2025 susvisé :</p> <p>"L'exploitant devra réaliser <u>sous un délai maximal de 5 jours</u> par un laboratoire agréé à cet effet des analyses de ces déchets permettant de les caractériser, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • leur composition physico-chimique précise, • leur éventuel caractère dangereux au regard des critères de dangerosité définis par la directive n° 2008/98/CE du 19/11/2008 relative 	<p>8 jours</p>
---	--	----------------

	<p>aux déchets (critères HP1 à HP15 figurant en annexe I de l'article R.541-8)</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, leur caractère inerte ou non inerte. <p>Le choix du laboratoire et de la date de prélèvement devront faire l'objet d'une validation par les services d'inspection qui assistera aux prélèvements. Le producteur des déchets sera également convoqué afin d'être présent lors du prélèvement."</p>	
--	--	--

Constats :

Rappel du constat - inspection du 11/06/2025 :

[...]Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas réalisé les analyses demandées sous le délai maximal de 5 jours qui lui avait été fixé le 13/02/2025, alors qu'il s'y était engagé par courriel du 31/03/2025[...].

Inspection du 13/05/2026 :

L'exploitant a transmis, par courriel du 18/05/2026, un rapport d'analyse des déchets apportés par la société VEOLIA (déchets réceptionnés le 16/02/2026 par le laboratoire). Selon ce rapport, aucun des caractères HP1 à HP15 n'est vérifié (déchet non-dangereux).

Une précédente analyse (en date du 21/05/2025) avait montré que les déchets n'étaient pas inertes (fraction soluble > 4000 mg/kg et sulfate > 1000 mg/kg).

Les déchets n'étant pas inertes, l'exploitant n'a pas la possibilité de les utiliser comme matériau de remblaiement sur le site. Les déchets devront être évacués vers des installations autorisées à les recevoir, ou être repris par leur producteur initial.

Les déchets étant caractérisés, la non-conformité est levée. La prescription correspondante de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Procédure d'admission des déchets sur le site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

<p>Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 10.3.4</p>	<p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande en préalable au producteur des déchets un bordereau de suivi indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • l'origine des déchets ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe 1 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 10.3.1</p>	<p>8 jours</p>
--	---	----------------

	<p>ci-dessus.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.[...]</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le bordereau de suivi prévu ci-dessus par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; • la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>Un exemplaire original du bordereau de suivi est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p>	
--	--	--

Constats :

Rappel du constat - inspection du 16/05/2025 :

"[...]Le jour de l'inspection, l'exploitant explique qu'il ne demande ni ne complète systématiquement le bordereau de suivi de déchets requis par le présent article. De même, le certificat d'acceptation

préalable relatif aux déchets réceptionnés (ou, le cas échéant, les résultats de leur analyse physico-chimique) n'est à ce jour pas demandé aux livreurs[...]".

Inspection du 13/05/2026 :

Pour rappel, aucun déchet n'est reçu depuis la suspension fixée par arrêté préfectoral du 05/12/2025. L'exploitant indique qu'une procédure de contrôle à l'arrivée des camions est en cours de finalisation.

La non-conformité n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

N° 7 : Registre des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - 10.3.5	L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Celui-ci contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception du déchet ;• la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe I] de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;• la quantité du déchet entrant ;• le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;• le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;	8 jours
---	---	---------

	<ul style="list-style-type: none"> • le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n°1013/2006 du 14 juin 2006; • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II] de la directive n°2008/98/CE. Pour le remblayage par des déchets d'extraction inertes ainsi que les déchets inertes externes répondant aux critères du 10.3.2 du présent arrêté, le code est RI1; • l'accusé d'acceptation des déchets prévu à l'article 10.3.4; • le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 10.3.4 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
--	--	--

Constats :

Rappel du constat - inspection du 16/05/2025 :

"Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a toujours pas mis en place de registre des déchets complet. Il présente un courriel du 06/06/2025 adressé à la société développant son logiciel professionnel, à laquelle il demande l'ajout des heures d'entrée et de sortie des déchets. Par ailleurs, les informations suivantes restent manquantes :

- *l'accusé d'acceptation des déchets prévu à l'article 10.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (bordereau de suivi de déchet complété) ;*
- *le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets/terres excavées ;*
- *le résultat du contrôle visuel et de la vérification des documents d'accompagnement lors de la réception des déchets[...]".*

Inspection du 13/05/2026 :

L'exploitant a transmis une extraction du registre des déchets du 01/09/2025 au 15/12/2025 (date à laquelle l'arrêté préfectoral de suspension du 05/12/2025 lui a été notifié). Le registre transmis

<p>contient toutes les informations demandées par le présent article.</p> <p>La non-conformité est levée. La prescription correspondante de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est tenue d'appliquer, dès notification du présent arrêté les mesures d'urgence suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • interdiction de rejeter par pompage ou surverse (ou d'évacuer en tant que déchets), les eaux pluviales de la carrière dans le réseau communal de collecte, sans l'aval des services de l'inspection ; • interdiction d'utiliser en tant que matériau de remblayage ou d'évacuer à l'extérieur du site les déchets déposés depuis le 23/01/2025 par la société VEOLIA (agence de Boulogne-sur-Mer) sans l'aval des services de l'inspection.
<p>Constats :</p> <p>Les constats précédents montrent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le canal de rejet des eaux pluviales a été installé. L'exploitant a mis en place la surveillance annuelle des eaux pluviales nécessaire. Le dernier rapport d'analyse (eaux du bassin des eaux pluviales) a montré que les eaux respectent les valeurs limites d'émission qui leur sont applicables. Les eaux sont claires et sans odeurs ; - l'exploitant a fait réaliser des analyses démontrant le caractère non dangereux mais non inerte des déchets déposés depuis le 23/01/2025 par la société VEOLIA (agence de Boulogne-sur-Mer). Comme indiqué dans les constats précédents, la DREAL donne donc son aval à l'exploitant pour qu'il rejette de ses eaux pluviales dans le respect des prescriptions applicables. Concernant les déchets déposés depuis le 23/01/2025 par la société VEOLIA, ceux-ci ne peuvent être utilisés en tant que matériau de remblayage étant donné leur caractère non inerte. Ils doivent être évacués vers des installations autorisées à les recevoir, ou être repris par leur producteur initial.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera l'évacuation des déchets amenés par VEOLIA le 23/01/2025 vers des installations autorisées à les recevoir, ou la reprise par leur producteur initial (VEOLIA, agence de Boulogne-sur-Mer) sous 15 jours</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Nature et classement des matériaux admis

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2022, article 10.3.2	
Thème(s) : Situation administrative, Déchets	
Prescription contrôlée :	
Les déchets utilisables pour le remblayage sont :[...]	
<ul style="list-style-type: none">Déchets inertes externes à l'exploitation (hors extraction) provenant de chantiers de terrassement, de déconstruction de bâtiments et de démolition de chaussée respectant les valeurs limites suivantes :	
- lors du test de lixiviation normalisé NF EN 12 457-2	
PARAMÈTRES	VALEUR LIMITE A RESPECTER (exprimée en mg/kg de matière sèche (test de lixiviation))
As	1,5
Ba	60
Cd	0,04
Cr total	1,5
Cu	6
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,06

Se	0,1
Zn	12
Chlorure (1)	2 400
Fluorure	30
Sulfate (2)	3 000
Indice phénols	1
COT (carbone organique totale) sur éluat (3)	1000
FS (fraction soluble) (1)	4 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction solubles, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ration L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

En contenu total :

	VALEUR LIMITE À RESPECTER (exprimée en mg/kg de déchet sec (contenu
--	--

PARAMÈTRES	total)
COT (carbone organique total)	60 000
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

Constats :

En application de l'article 10.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2022, l'exploitant a fait réaliser une analyse des déchets entrants le 03/06/2025 (analyse à réaliser tous les 1000 m3 réceptionnés ou pour tout chantier de plus de 1000 m3).

NON-CONFORMITE : selon le rapport de cette analyse, les déchets ne vérifient pas certaines des valeurs limites prévues par le présent article :

- Sulfate (chromatographie ionique) : 15200 mg/kg(sec)
- Fraction soluble (résidu sec à 105 °C) : 24700 mg/kg(sec)

Les matériaux analysés ne sont donc pas inertes.

La réception de déchets étant suspendue par arrêté préfectoral du 05/12/2025, aucune suite administrative supplémentaire n'est prévue à ce stade. L'exploitant devra toutefois informer la DREAL de l'origine des déchets analysés, et transmettre un plan d'action pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise. En particulier, la procédure d'admission (FIP, CAP et contrôle à réception) évoquée par l'exploitant durant l'inspection devra couvrir le présent cas de figure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant devra informer la DREAL de l'origine des déchets analysés, et transmettre un plan d'action pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise. En particulier, la procédure d'admission (FIP, CAP et contrôle à réception) évoquée par l'exploitant durant l'inspection devra couvrir le présent cas de figure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

